

mardi, 4. Octobre 2016



SOMMAIRE Cliquez sur les titres pour lire les articles

Marché & Economie.....	2
Expert en télécommunications : « L'e-paiement, un gain de 10 milliards de dollars »	2
Production pharmaceutique : Atteindre un taux de 70%.....	2
Journée Africaine d'Affaires, à Kuala Lumpur (Malaisie).....	3
« Alger Industries-2016 » : un salon professionnel	3
Production industrielle du secteur public : Hausse de 1,4% au 2e trimestre	4
Production céréalière : Recul de 9%.....	4
93 lignes téléphoniques pour 100 habitants en Algérie.....	5
Agriculture/ Les américains cultiveront du blé et du maïs en Algérie.....	6
Internet haut débit: Le câble Oran-Valence déployé avant la fin du mois.....	6
Des incitations pour encourager les exportations.....	7
Exportation d'huile d'olive vers l'Europe et l'Asie	7
Commerce	8
Lancement officiel du réseau 4G de Mobilis : 14 wilayas concernées	8
Le Groupe Bali se lance dans l'agriculture	8
Biopharm affiche de bons résultats semestriels	10
Peugeot 3008 et 5008 attendus en mars 2017 à Alger.....	11
Transactions & Contrats.....	11
Acquisition de Starwood par Marriott	11
Régions.....	12
Entrée en exploitation d'une nouvelle laiterie à Sebdou.....	12
Divers	12
Le chiffre du jour : 900 millions de dollars	12



CCI ALGÉRO-FRANÇAISE

غرفة التجارة و الصناعة الجزائرية-الفرنسية

Siège social : 38 rue Abou Noues Hydra, Alger

Accueil & Bureaux : Villa Malglaive

01 rue du professeur Vincent Telemly, Alger

Tél: +213 (0) 23 507 019

Fax: +213 (0) 23 507 032

cciaf@cciaf.org

www.cciaf.org

NOS EVENEMENTS SUR

WWW.CCIAF.ORG

Expert en télécommunications : « L'e-paiement, un gain de 10 milliards de dollars »

Source : El Moudjahid

Le lancement du service de paiement en ligne, prévu aujourd'hui 4 octobre, permettra à l'Algérie d'enregistrer plus de 10 milliards de dollars par an, à travers l'absorption du marché parallèle estimé à plus de 50 milliards de dollars, selon les chiffres du ministère des Finances publiés l'année dernière.

C'est du moins ce qu'a estimé, hier, l'expert en technologies de l'information et des télécommunications, Younès Grar, qui s'exprimait sur les ondes de la radio nationale, soulignant que les cartes de paiement électronique, sont susceptibles de nous livrer des chiffres réels sur les dépenses du citoyen algérien, ce qui permettra à l'Etat de tracer des politiques futures orientées vers les services et les produits les plus demandés sur le marché. D'autre part, le même expert a estimé que le lancement du service de paiement électronique permettra l'émergence d'une nouvelle culture, celle de l'e-commerce en l'occurrence. De ce fait, les entreprises pourront faire la promotion et la publicité de leur produit à travers les sites internet, a-t-il signalé, rappelant que certains d'entre eux ont entamé cette opération très tôt et ont pu dès lors, se positionner sur le marché du e-commerce. Dans le même sillage, M. Grar a indiqué que les grandes banques publiques, au nombre de neuf, sont concernées par ce service ainsi que quelques compagnies publiques, telles que Air Algérie, Algérie Télécom, Sonelgaz et la SEEAL. Le même expert prévoit que « cette opération va durer au moins 4 mois pour

assurer les préparatifs d'ordre technique, administratif et juridique, pour être généralisée à toutes les banques et entreprises avant la fin 2017 ».

Ces web marchands, qui seront suivis incessamment par un deuxième lot d'entreprises, permettront dorénavant à leurs clients ou abonnés de procéder au règlement de leurs factures, à l'achat d'unités téléphoniques ou de billets d'avion et à la souscription d'une assurance voyage par carte interbancaire (CIB) à travers leur site web 24h/24 et 7j/7, a-t-il fait savoir. M. Grar a précisé en outre, que « le système bancaire en Algérie est très développé est en mesure d'assumer ce service », ajoutant dans le même sillage, que « l'opération de modernisation des banques se poursuit toujours et obéit au développement technologique et les besoins du marché ». Il soulignera à ce propos, la nécessité de se référer aux normes et standards internationaux appliqués dans le domaine financier à même d'actualiser notre système pour qu'il soit efficient en termes de prestations fournies aux citoyens. L'intervenant a indiqué également que « l'entreprise Algérie Poste, est en train de normaliser des nouvelles cartes de paiement électronique que les banques vont proposer aux clients. Ces cartes seront utilisées dans un premier temps sur les sites internet avant d'être utilisées sur les terminaux de paiement électronique au niveau de toutes les surfaces commerciales ». Appelé paiement de proximité, celui-ci fait également l'objet d'une extension du réseau d'acceptation TPE (Terminaux de paiement électronique) qui sera adossé à la mise en place des canaux d'interactions au profit des porteurs et des commerçants ainsi qu'à une campagne de sensibilisation à l'usage de la carte de paiement électronique. Younès Grar a précisé dans ce contexte que l'utilisation de ces cartes à l'étranger sera possible car le système informatique des banques algériennes est compatible avec l'ensemble des

systèmes bancaires du monde et conforme aux standards internationaux. Il dira enfin, que l'utilisation des cartes sera plafonnée comme cela se fait à l'étranger.

Production pharmaceutique : Atteindre un taux de 70%

Source : El Moudjahid

«Nous avons enregistré de grandes avancées en matière de développement dans le domaine de la production nationale de médicaments, à l'instar de la fabrication pharmaceutique d'une manière générale. Le taux de production locale des produits pharmaceutiques a dépassé les 58% de la valeur du marché du médicament.» Tels sont les propos du ministre de la Santé, lors de la visite de travail qu'il a effectuée à Oran. M. Abdelmalek Boudiaf a fait savoir que son département prévoit d'atteindre les 70% durant le premier semestre de l'année prochaine, ajoutant que les pays qui réalisent un tel chiffre peuvent prétendre à une plateforme d'exportation du médicament. «C'est notre objectif», a-t-il déclaré. Le ministre a, d'ailleurs, expliqué qu'à l'horizon 2020, la production pharmaceutique connaîtra une relance qui permettra une couverture à 100% des besoins du marché. «Grâce à l'édification d'une industrie nationale du médicament, en partenariat avec des laboratoires étrangers, l'Algérie arrivera, d'ici cinq années, à couvrir près des 100% de ses besoins en médicaments», a-t-il dit. Cet objectif tracé renseigne à quel point l'industrie des médicaments occupe une place importante dans l'actuelle politique gouvernementale. Pour ce faire, l'exécutif a adopté une série de mesures, ces dernières années, a rappelé le ministre. Celles-ci concernent, notamment l'amélioration de la place de Sidal dans la production nationale, et le développement du secteur

de la production pharmaceutique, via, notamment l'interdiction de l'importation de médicaments fabriqués localement et l'obligation d'un partenariat avec un opérateur algérien pour les investissements étrangers. Cette nouvelle politique du gouvernement est dictée également par le volume des importations, dont la facture est de plus en plus importante. Ce qui a poussé les pouvoirs publics à chercher les moyens de mettre fin, même d'une manière graduelle, à ces importations, en développant localement, notamment notre industrie pharmaceutique. La conquête du marché extérieur du médicament doit constituer une «priorité» pour les unités privées de production pharmaceutiques implantées sur le territoire national. Aussi, dans un proche avenir, s'il est avéré que le taux de couverture des besoins nationaux en produits pharmaceutiques est «satisfaisant», cette situation rend «inéluçtable» le recours à l'exportation dans le cadre du nouveau modèle économique préconisé par les hautes autorités du pays, a spécifié le ministre. «L'exportation du médicament permet au pays d'assurer une entrée en devises fortes, j'invite les responsables des unités pharmaceutiques privés à ne pas focaliser leur intérêt sur l'approvisionnement du marché national, mais penser à conquérir des marchés d'Afrique et des pays arabes, voire d'Europe», a-t-il dit. Révélant qu'il est absolument nécessaire pour celui qui désire se lancer dans l'exportation du médicament d'être «offensif et changer sa manière de penser», le ministre a fait état de compétences avérées prêtes à relever ce défi.

Toujours selon Boudiaf, l'Algérie doit, au regard des potentialités dont elle dispose, occuper la première place en Afrique et dans le monde arabe dans le domaine de la production pharmaceutique, assurant que «l'État ne ménagera aucun effort pour venir en aide à ceux désirant se lancer dans l'exportation du

médicament». Il y a lieu de rappeler que les importations de produits pharmaceutiques ont chuté de 24,7% au cours des neuf premiers mois de l'année 2015, pour s'établir à 1,37 milliard de dollars, selon l'Office national des statistiques algérien. Pour ce qui est du nombre d'usines et d'unités de production du secteur pharmaceutique installées dans le pays, celui-ci est désormais de 132, alors que pas moins de 230 nouveaux projets sont en cours de réalisation. Actuellement, l'Algérie est le deuxième marché pharmaceutique sur le continent africain après l'Afrique du Sud, avec des ventes annuelles totalisant 3 milliards de dollars.

[Journée Africaine d'Affaires, à Kuala Lumpur \(Malaisie\)](#)

Cet évènement qui sera organisé par l'agence nationale malaisienne pour la promotion du commerce extérieur, « MATRADE », et l'Autorité Malaisienne du Développement et l'Investissement « MIDA », en coordination avec les ambassades africaines accréditées en Malaisie et l'Association malaiso-africaine des entrepreneurs et des professionnels, sera consacré à la promotion des échanges et des relations d'affaires entre la Malaisie et le continent africain.

Cette rencontre à laquelle prendra part des opérateurs économiques africains et malaisiens, les représentants des chambres de commerce et d'Industrie ainsi que les agences de promotion des investissements, prévoit un séminaire d'affaires, des ateliers sectoriels, une rencontre d'affaires, une exposition de différents produits africains ainsi que des visites guidés aux différentes entreprises et compagnies malaisiennes au profil des participants, notamment algériens, intéressés par le marché algérien. Aussi, cette manifestation constitue une occasion pour les entreprises algériennes

pour s'enquérir des possibilités d'accès au marché malaisien, l'établissement des relations de partenariats ainsi que la promotion des produits nationaux destinés à l'exportation.

Il y a lieu de souligner, que les échanges économiques entre l'Algérie et la Malaisie, qui sont plutôt modestes, restent dominés par des importations algériennes de produits relevant de l'ameublement, l'électricité et l'électronique ainsi que l'agroalimentaire. La mise en place, en juillet 2010, du Conseil d'affaires algéro-malaisien (MABC) avait, en fait, ouvert la voie au renforcement de la coopération économique bilatérale, notamment dans des secteurs de l'agro-industrie, les transports, les travaux publics, les TIC, les services, le tourisme, les ressources en eau et la construction. La Malaisie qui a opéré sa transition pour s'imposer dans la file des nations émergentes, cherche aujourd'hui, à élargir son champ d'intervention, à travers le renforcement de la coopération avec les pays africains, dans tous les domaines, en particulier, dans les secteurs des services et les technologies de l'information et de la communication.

[« Alger Industries-2016 » : un salon professionnel](#)

Source : El Moudjahid

La 10e édition du Salon professionnel international de l'industrie (Alger industrie 2016) a été inaugurée hier au Palais des expositions des Pins Maritimes à Alger. Organisé par Batimatec en partenariat avec la Chambre de commerce et d'industrie Provence Alpes Côte d'Azur (CCI PACA) et le Club d'affaires pour le développement, ce Salon a réuni 100 entreprises dont une quarantaine étrangères. Dans une déclaration, en marge de l'inauguration, le PDG de Batimatec Expo, Raouf Stiti a

exprimé sa pleine satisfaction quant à la tenue de ce Salon qui constitue, selon lui, un espace d'échange d'idées et de concertation entre les professionnels. Aussi c'est une occasion de prendre connaissance des offres d'investissement, de partenariat et de développement. Il dira qu'« au vu de son importance nous avons constaté que la participation des entreprises algériennes est en train d'augmenter de plus en plus ». Mettant à profit cette rencontre, le PDG a insisté sur la nécessité de développer les PME/PMI qui représentent la pierre angulaire de développement, en se disant convaincu que l'amélioration de la compétitivité des PME/PMI dans le domaine industriel est le véritable gage pour la construction d'un développement économique solide. Et de poursuivre « Les perspectives de développement en Algérie des marchés de l'industrie et les conditions de leur réussite sont aujourd'hui réunies au regard des réformes introduites dans le corpus législatif, réglementaire, financier, administratif et des facilitations mises en place par les pouvoirs publics au profit de leur promotion ». De son côté, la représentante de CCI PACA, Marie-Hélène Rèche, indique que pour cette nouvelle édition du Salon, la Chambre accompagne 16 entreprises françaises évoluant dans les domaines de la fourniture industrielle et des services. Elle ajoute que la Chambre de commerce aide également les entreprises françaises qui veulent ouvrir des bureaux de liaison ou s'implanter en Algérie. Lors de la visite des différents stands il est constaté la présence de grands groupes industriels tels que GICA (ciments), ENCC (chaudronnerie et charpentes métalliques), ENG (granulats), ENAP (peintures), BCR (boulonnerie et robinetterie), etc. On note, par ailleurs, la forte présence de grandes institutions publiques intimement liées au secteur industriel.

Il s'agit notamment de l'Anor, ANDPME et l'ANDI. En marge de ce Salon, une journée d'étude placée sur le

thème « sécurité industrielle maîtrise et analyse » programmée. À travers cette journée les organisateurs ont voulu faire ressortir, pour les entreprises industrielles dont les activités présentent des dangers et donc des risques technologiques avérés et plausibles, le rôle essentiel de la sécurité industrielle dans l'analyse de ces risques et de leur maîtrise.

Production industrielle du secteur public : Hausse de 1,4% au 2e trimestre

Source : El Moudjahid

La production industrielle du secteur public a progressé de 1,4% au deuxième trimestre 2016 par rapport à la même période de 2015, avec des résultats disparates entre les secteurs d'activité, a appris l'APS auprès de l'Office national des statistiques (ONS).

Hors hydrocarbures, le taux de croissance du secteur public industriel a atteint 2,9% entre les deux périodes de comparaison. Cette légère croissance de la production industrielle a été réalisée grâce à une amélioration de la production dans certain nombre d'activités, principalement les branches "Bois, liège, papier et imprimerie" (+40,2%), "industrie des cuirs et chaussures (+11,7%), "chimie, caoutchouc, plastique" (+11,4%), "matériaux de construction, céramique et verre" (+6,8%) et "énergie" (+4,9%).

Dans la branche "chimie, caoutchouc, plastique", les plus fortes hausses ont été enregistrées pour le plastique (102%), la chimie organique de base (27,1%), la fabrication des engrais et des pesticides (24,6%) et la fabrication des produits pharmaceutiques (22,9%). Pour les matériaux de construction, céramique et verre et l'industrie de verre, ils ont enregistré une hausse de 33,6% suivie par la fabrication des matériaux de

construction et produits rouges (+31,3%) et la fabrication des produits en ciment et matériaux de construction divers (+9%).

Quant à l'industrie textile, elle a connu une hausse de 2,5% au deuxième trimestre 2016 par rapport à la même période de 2015 grâce aux performances de la fabrication des biens intermédiaires de textile (+11,8%).

Production céréalière : Recul de 9%

Source : El Moudjahid

Le directeur de la régulation et du développement de la production céréalière au ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Oumari Chérif, a indiqué hier, que la production céréalière de l'Algérie pour la saison 2015-2016, avait baissé à 34 millions de quintaux contre 37 millions de quintaux lors de la saison 2014-2015. Les quantités de céréales récoltées jusqu'au 27 septembre écoulé ont atteint 34,110 millions de quintaux, une moisson en recul de 9% par rapport à celle de l'année précédente, a fait savoir M. Oumari pour qui ce taux constitue une avancée par rapport à la baisse de 11 % annoncé par le ministre de l'agriculture en août. Cette différence est appelée, selon le même responsable, à se réduire sensiblement après la collecte finale des récoltes fin octobre courant. Les quantités de céréales collectées sont réparties entre plus de 20 millions de quintaux de blé dur, 5 millions de quintaux de blé tendre, plus de 9 millions de quintaux d'orge et 750.000 quintaux d'avoine, a-t-il expliqué. La moyenne de rentabilité pour la saison 2015-2016 est estimée à 16 quintaux par hectare a encore fait savoir M. Oumari le responsable rappelant que la présente saison agricole a été affectée par les intempéries qui ont frappé la wilaya de Tiaret, pôle d'excellence de la céréaliculture. Outre la sécheresse, la saison a été marquée par des chutes de grêle sur les superficies agricoles, notamment destinées

à la céréaliculture. Le gel également a sérieusement affecté les cultures. Une seule nuit de gel, celle enregistrée le 3 mai, a été à l'origine d'une baisse sensible de la production dans les wilaya de l'ouest notamment à Tiaret, a-t-il étayé ajoutant que les incendies étaient aussi responsable, dans une mesure moindre, du recul du rendement. Les services du ministère s'emploient selon M. Oumari à constituer un stock important de superficie consacrées à la céréaliculture dans le cadre d'un programme de résorption de la jachère. Le programme porte sur l'extension des périmètres irrigués estimés actuellement à 200.000 ha pour atteindre, à l'horizon 2019, l'objectif des 600.000 ha de superficies irriguées dans le cadre du programme du Président de la République. L'intensification de la production céréalière par le biais de l'office algérien interprofessionnel des céréales (Oaic) qui s'attelle actuellement à assurer la consolidation de la mécanisation de l'agriculture, l'amélioration des semences et la disponibilité des engrais.

Les coopératives agricoles contribuent à travers le guiche unique à faciliter l'accès aux crédits et aux assurances. Les wilayas de l'est ont enregistré cette année les meilleurs taux de production de céréales contribuant à l'amélioration du rendement nonobstant les pertes accusées dans les wilaya du sud. Les principales sont Sétif (3,2 millions de quintaux), Mila (2,7 millions de quintaux), Guelma (2, 18 millions de quintaux), Souk Ahras (2,115 millions quintaux) et Constantine (2 millions de quintaux). Nous avons une marge de manoeuvre pour améliorer le rendement à l'hectare grâce au stock de productivité que nous nous employons à mettre en place en vue d'une exploitation optimale des ressources naturelles et humaines, a soutenu M. Oumari selon lequel le ministère entend consacrer 3,5 millions d'hectares à la céréaliculture lors

de la campagne de labours-semelles 2016-2017 qui sera officiellement lancée samedi prochain. Dans cette perspective, 3,5 millions de quintaux de semences agréées et 2,5 millions de quintaux d'engrais phosphatés et azotés ont été mis à la disposition des coopératives de céréaliculteurs au niveau national. Des guichets uniques sont mis au service des agriculteurs depuis le 17 juillet dernier, a-t-il poursuivi.

93 lignes téléphoniques pour 100 habitants en Algérie

Source : L'Econews

En dépit de la démocratisation des technologies numériques et la généralisation de la 3 et 4G ces cinq dernières années, l'Algérie accuse encre des retards en matière d'accès à la téléphonie mobile. Contrairement à ce qu'on pouvait croire, de nombreux pays africains ont pris de l'avance sur l'Algérie, en développant d'une manière notable leurs marchés respectifs des télécommunications.

C'est du moins ce qui ressort d'un récent rapport élaboré conjointement par la Banque mondiale et l'Union Internationale des Télécommunications, beaucoup plus étayé par des statistiques cartographiées, renseignant dans le détail près sur la situation du secteur des télécoms dans chacun des 54 pays africains.

A titre indicatif, en termes d'abonnement à la téléphonie mobile, l'Algérie est à un taux de 93/100 habitants, bien derrière le Maroc qui est à 132/100 hab. ou la Tunisie avec un taux de couverture de 128/100 hab., soit un taux de couverture qui dépasse la population totale respective de ces deux voisins.

Une vue d'ensemble sur l'accès aux différents services des technologies numériques (téléphonie, internet et autres services en ligne), l'Algérie se situe dans la 3ème catégorie des pays où le taux de couverture oscille entre 70 et 100 accès (abonnements) pour 100 habitants, soit au même niveau que la Mauritanie, le Soudan ou le Kenya.

La tête du classement à travers tout le continent africain est détenue par des pays comme l'Afrique du sud, le Maroc, le Mali, le Gabon ou le Botswana avec des taux de couverture qui dépassent les 130/100 hab.

La deuxième catégorie est celle des pays où le taux de couverture se situe entre 100 et 130 abonnements pour 100 habitants, où figurent, entre autres, la Tunisie, l'Egypte, le Congo ou le Gana.

L'analyse par pays des statistiques recueillies par la Banque mondiale et l'Union internationale des télécommunications fait ressortir que le Gabon est le pays africain le plus connecté aux services numériques avec un taux de 171 abonnements/100 hab.

L'Algérie, dont la population dépasse désormais les 40 millions d'habitants totalise un nombre d'abonnements à la téléphonie mobile et l'accès à internet qui avoisinerait les 30 millions accès. Les retards dans la généralisation de la 4G et les difficultés que rencontrent certains opérateurs de la téléphonie pour l'extension de leurs réseaux respectifs à l'ensemble du territoire national sont ainsi parmi les facteurs qui freinent l'élan des technologies numériques sur le marché national.

Agriculture/ Les américains cultiveront du blé et du maïs en Algérie

Source : Algérie Focus

Les américains misent sur l'agriculture algérienne. Des opérateurs économiques américains viennent de mettre en place un ambitieux projet agricole à El-Baydh, au sud-ouest du pays. Plus de 25 mille hectares ont été concédés à des entreprises américaines pour des productions laitières, fourragères, céréalières et maraîchères. Le processus de production commencera au début de l'année 2017.

C'est lors de son passage dimanche sur les ondes de la radio nationale que le président de Conseil d'Affaires Algéro-Américain, Smaïl Chikhoun, a fait la promotion de ce projet qui va être concrétisé en coopération avec un consortium d'entreprises américaines.

C'est la wilaya d'El-Bayadh qui a été sélectionnée pour ce projet. Environ 25.000 hectares de terres arables ont été mis à la disposition des investisseurs américains pour pratiquer la culture de blé dur, d'orge, de maïs, de fourrage et de pomme de terre "à raison de deux plantations par an", indique Smaïl Chikhoun.

Illustrant la fiabilité de ce projet, M. Chikhoun a fourni quelques chiffres prévisionnels. Selon lui, ce projet permettra la production annuelle de 72.000 tonnes de blé dur, 76.000 tonnes de fourrage, 77000 tonnes d'ensilage de maïs et 385.000 tonnes de pommes de terre. Les premiers produits seront réceptionnés au plus tard en mai 2017.

Internet haut débit: Le câble Oran-Valence déployé avant la fin du mois

Source : Le Quotidien d'Oran

Le cadre de la visite qu'aura à effectuer, jeudi à Oran, la ministre des PTIC, Imane-Houda Feraoun, ne se limite pas au secteur local. Un projet national stratégique est à l'ordre du jour, celui de la liaison sous-marine en fibre optique Oran-Valence. En clair, il est question des derniers actes à accomplir pour mener à bout, avant fin-octobre, ce câble de 560 km, 120 Gbit/s de capacité.

L'ancien CT-8 (pour s'en tenir au jargon de l'ex PTT), en l'occurrence le centre téléphonique de Bouisseville (Aïn El-Turck) désaffecté, est le point saillant de cette connexion sous-marine, en fibre optique et du programme de la visite ministérielle, à la fois. Et pour cause, c'est ce CT rénové, réadapté et spécifiquement réaménagé et rééquipé qui tiendra lieu de « centre d'atterrissage » du câble dit 'Orval' (Oran-Valence, duquel axe d'ailleurs bifurquera la branche Alval qui desservira la capitale, en ADSL haut débit, formant ainsi une configuration de câble sous-marin en Y). C'est le point de branchement, ou le terminal, en termes plus simples.

Ayant démarré, en novembre 2015, les travaux de déploiement du système Orval, via câble sous-marin en fibre optique assurant la liaison entre l'Algérie et l'Espagne, exécutés par le groupe français Alcatel-Lucent, spécialiste des réseaux IP, devront aboutir avec une petite avance, par rapport au délai contractuel, 14 mois. Il ne reste, pratiquement, que l'opération qui consiste à raccorder, au moyen de manœuvres techniques qui seront effectuées par un bateau spécialisé d'Alcatel-Lucent, le câble posé sur le fond

marin au centre d'atterrissage, acte prévu dans les tout prochains jours.

La directrice de wilaya d'Oran Poste et des Technologies de l'Information et de la Communication (PTIC), Meriem Seddiki, qui suit de très près l'évolution de ce projet conformément, aux directives de sa tutelle, met l'accent sur « le grand apport qu'aura cette liaison, en matière d'amélioration de livraison des services de haut débit, non seulement à l'échelle de l'Oranie, mais sur le plan national tout entier », tout en soulignant que « le réseau Orval représente un investissement technologique stratégique, qui viendra renforcer l'accès aux services réseau de qualité élevée ». Avec un déploiement prévu, avant la fin du mois en cours, ce système à 120 Gbit/s est conçu pour offrir une capacité maximale de 20 Tbit/s.

A l'origine, ce projet inscrit, en 2004, pour une autorisation allouée de 2,2 milliards de DA, avait été conçu dans le cadre du plan ORSEC, suite aux deux catastrophes naturelles ayant causé l'isolement de l'Algérie du reste du monde, à savoir ; l'inondation de Bab-El-Oued survenue le 10 novembre 2001 et le séisme de Boumerdès qui s'est produit le 21 mai 2003, ayant provoqué la coupure des deux câbles sous-marins ALPAL2 et SMW2, au départ d'Alger.

Finie l'ère de la dépendance à un seul câble

Deux autres faits majeurs sont venus conforter cette décision, à savoir : le retrait, en janvier 2006, de l'exploitation commerciale du câble SMW2, à la faveur de la mise en service du câble SMW4, à partir de Annaba, et la coupure, en mars 2009, du câble SMW4 ayant entraîné une congestion du trafic voies et données (Internet). L'objectif, initialement assigné à ce projet de réalisation d'une liaison à fibres optiques sous-

marine Oran-Valence, système intégré aux réseaux de télécommunications sous-marins et terrestres, était donc de « doubler et protéger efficacement ALPAL2 et SMW4 ».

Ce câble, devant contenir six fibres optiques de haute technologie et s'étendant sur une longueur estimée à 500 km, figure parmi les actions concrètes inscrites au registre de la coopération entre l'Algérie et l'Espagne, dans le domaine des TIC. Ce câble contenant six fibres optiques de haute technologie de ligne est en fait constitué de deux types de câbles sous-marins et terrestres (2 paires et 4 paires de fibre optique). La nécessité, voire l'urgence, de la mise en place de ce câble s'est avérée, de manière très évidente, après l'incident survenu, en octobre 2015, qui a effectué la liaison en fibre optique Annaba-Marseille, ayant enfoncé l'Algérie dans un black-out de six jours, avec comme pertes sèches de 100 millions de DA par jour, sans parler des dommages collatéraux. La ministre des PTIC, Imane-Houda Feraoun, avait plaidé, au lendemain de cet épisode, pour le déploiement de nouveaux câbles comme seule et impérative solution pour éviter que ce genre de situation ne se reproduise, annonçant dans la foulée le début de réalisation, le mois suivant (novembre 2015), de nouveaux câbles en fibre-optique sous-marin Oran-Valence et Alger-Valence, pour 36 millions d'euros (26 millions pour le projet Oran-Valence et 10 millions pour celui d'Alger-Valence).

La ministre avait alors évoqué une « simple coïncidence » entre ces projets et l'incident ayant touché le câble SMWE4 Marseille-Annaba, d'octobre 2015 (faut-il le préciser car il y'en a eu d'autres avant et après, notamment celui survenu en mars 2016, où le câble avait été déterré au niveau de la plage de Sidi Salem sous l'effet des intempéries). Un an plus tard, la ministre fera, donc, jeudi à Oran, le point de situation sur le

câble, en fin de chantier, Oran-Valence, lequel est l'axe principal d'où dérivera le segment desservant Alger.

Des incitations pour encourager les exportations

Source : El Watan

L'entreprise portuaire d'Oran (EPO), classée 2ème à l'échelle du pays après celle d'Alger, avec un trafic de traitement annuel de marchandise de plus de 8,5 millions de tonnes, vient de lancer une série de mesures en vue de motiver les opérateurs économiques aux exportations hors-hydrocarbures. Ces mesures, selon les gestionnaires du port, comportant 5 grandes lignes, concernent essentiellement la réduction des tarifs sur l'exportation de tout produit sous réserve de la présentation d'un certificat d'origine, la disponibilité dans l'enceinte portuaire de zones spécifiques pour l'entreposage des conteneurs avec une gratuité de 10 jours sur les frais de stationnement des conteneurs pleins destinés à l'export ainsi que la disponibilité des batteries électriques (plus de 350 prises électriques) pour les produits périssables contenus dans les conteneurs ou les remorques réfrigérées.

Pour appuyer ces mesures, des équipes professionnelles ont été mises en place afin de prendre en charge les doléances émises et leurs traitements. A cela, la direction générale de l'entreprise portuaire a lancé des actions de modernisation, par exemple, l'extension de l'actuel terminal à conteneurs pour un montant de 11 milliards de dinars. Cette extension prévue sur un terre-plein de plus de 23 ha, une fois livrée dans le courant de l'année 2017, va accueillir quelque 500 000 conteneurs par an, avec tout un programme d'équipement en engins de levage sophistiqués.

Exportation d'huile d'olive vers l'Europe et l'Asie

Source : Liberté

L'huile d'olive de la wilaya de Tizi Ouzou commence à s'exporter vers l'Europe et l'Asie, grâce à des initiatives d'oléifacteurs, dont Houali Omar, un producteur d'huile d'olive de la région de Larbaâ Nath Irathen. Rencontré lors de la Journée nationale de vulgarisation agricole abritée, dimanche dernier, par l'Institut de technologie moyen agricole spécialisé en agriculture de montagne (Itmas) de Boukhalfa, ce propriétaire d'une huilerie semi-automatique a indiqué qu'il a déjà exporté 30 000 bouteilles d'huile d'olive vers la France, le Canada et l'Indonésie, durant la saison écoulée (2015-2016). Pour cette année, ce producteur, qui a placé sur le marché international une huile d'olive confirmée aux normes internationales, a réussi à décrocher des contrats d'exportation de 500 bouteilles/mois vers la France et 10 000 autres mensuellement vers l'Indonésie. Cette filière enregistre un développement important ces dernières années en dépit de la destruction de centaines d'oliviers chaque été par les incendies. Une production de près de 103 millions de litres d'huile a été réalisée durant la saison dernière contre un volume de près de 76 millions de litres pendant la saison 2014-2015 soit une hausse de 35%, a-t-on ajouté de même source. Outre dans la quantité, les oléifacteurs investissent également dans la qualité afin de réduire le taux d'acidité de leur produit et le rendre compétitif sur le marché international, a-t-on souligné à la DSA. Le wali, Brahim Merad, a indiqué à l'occasion de cette journée que "la wilaya de Tizi Ouzou dispose d'énormes potentialités dans le secteur agricole, notamment dans les filières lait et oléicole, et ce, malgré l'exiguïté des espaces, mais la volonté observée chez les agriculteurs

et d'autres intervenants dans le secteur supplée ce déficit en terres agricoles".

COMMERCE

Lancement officiel du réseau 4G de Mobilis : 14 wilayas concernées

Source : El Moudjahid

C'est fait ! Mobilis 1er opérateur attributaire provisoire d'une licence mobile de quatrième génération, vient d'annoncer officiellement le lancement de la technologie 4G mobile son sur réseau, à partir de la capitale du Grand Sud algérien Ouargla et de sa région économique Hassi Messaoud.

Le coup d'envoi du lancement commercial de la technologie 4G de Mobilis, a été rehaussé et donné samedi dernier, par Iman Houda Feraoun, ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication, en présence des autorités locales, du directeur général de Mobilis, Mohamed Habib, à partir de l'agence commerciale de Mobilis sis à Ouargla.

Selon un communiqué du groupe de Télécom, ce lancement, fait suite à la publication du décret exécutif n° 16-235 attribué à l'opérateur public ATM Mobilis, portant approbation de licence d'établissement et d'exploitation d'un réseau public de télécommunications mobiles de la 4G et de fourniture de services de télécommunications au public.

Le déploiement du réseau 4G de Mobilis, touchera au titre de la première année, 14 wilayas, dont trois wilayas obligatoires à savoir Alger, Oran et Ouargla, et s'étendra aux onze autres wilayas supplémentaires choisies par Mobilis : Tlemcen, Constantine, Batna, Bordj Bou Arreridj, El Oued, Biskra, Boumerdès, Tipasa, Blida, Tizi-Ouzou et Sidi Bel-Abbés. Aussi, le communiqué précisé

que cet opérateur, «soucieux du développement économique, Mobilis renforce sa stratégie de partenariat avec l'industrie technologique locale et participe de ce fait, pleinement à l'émancipation de l'économie nationale».

A cet effet, Mobilis lancera des packs Mantoudj Bladi à partir de 9.990 DA, en y intégrant des offres Internet très avantageuses pour le grand public, et des solutions dédiées aux professionnels, un canal fort important inscrit dans les priorités stratégiques de l'entreprise.

Par ailleurs, l'opérateur national annonce qu'il consent des investissements colossaux sur l'ensemble du territoire national mais particulièrement dans le grand sud, soucieux de rapprocher les populations et d'apporter la voix et aussi de l'internet mobile même dans les localités les plus éloignées du pays. «Mobilis s'engage pleinement sur le développement du secteur des télécommunications, à travers le renforcement des investissements techniques sur l'ensemble des wilayas mais aussi commerciaux, à travers la mise à niveau de son réseau de vente» est-il également spécifié.

Enfin, l'opérateur a affirmé que «Mobilis est engagé pour la réussite de ce grand saut technologique en Algérie, et, est prêt à tenir ses engagements afin de participer à la numérisation de l'économie Algérienne et la modernisation des services publics.

Le Groupe Bali se lance dans l'agriculture

Source : Le Soir d'Algérie

C'est un véritable défi que se lance le groupe Bali, jusque-là spécialisé dans le bâtiment avec l'ingénierie et les appartements de haut standing et bureaux, puis dans les carrières. Ce dimanche, le P-dg du groupe, M. Ali Bali, a invité la presse nationale pour présenter une

unité de 455 000 poules pondeuses, implantée à El-Hachimia, à 15 kilomètres au sud de Bouira. Une unité qui sera le point de départ d'une aventure dont la filière BH-Agriculture ne compte pas s'arrêter en si bon chemin, elle qui ambitionne de conquérir ce secteur et de continuer, comme le dira son P-dg, dans «l'émergence d'une société capable de maîtriser un savoir-faire, d'abord dans le domaine du bâtiment, le corps de métier du groupe, mais également dans d'autres secteurs dont le besoin se fait sentir et particulièrement l'agriculture».

Ainsi, et devant des dizaines de journalistes venus d'Alger mais également des correspondants locaux, le P-dg a étalé, durant près d'une heure, tous les secteurs d'intervention du Groupe Bali, en axant son intervention sur l'agriculture et le complexe avicole d'El-Hachimia, qui sera, à court terme, le premier complexe d'Afrique avec 1,5 million de poules pondeuses.

Avant d'entamer son exposé sur ce projet ambitieux et pour la wilaya de Bouira en particulier et pour l'Algérie en général, M. Ali Bali fera un bref rappel sur les activités du groupe et les domaines d'intervention.

Le Groupe Bali a été créé au début des années 2000, il était spécialisé, dans un premier temps, dans le cadre de la Sarl Bali Bat, dans l'ingénierie ; un outil de conception et de suivi de tous les projets d'investissement et de développement des entités du groupe qui verront le jour plus tard.

Rapidement, le groupe créera deux Sarl, la Sarl B2L Pro et Bali Building ; celles-ci étaient orientées vers la promotion immobilière avec des appartements de haut standing et des bureaux ; avant d'être élargies à l'hôtellerie.

Peu de temps après, le groupe se lancera, dans le cadre de sa diversification et de son développement, dans la création d'une autre Sarl BL Carrière, spécialisée dans l'exploitation des carrières et la production de matériaux de construction.

Toujours dans le cadre de la diversification de ses activités, le groupe a porté un intérêt particulier au secteur de l'agriculture, ce d'autant plus que la politique du gouvernement est largement orientée vers ce secteur stratégique, avec des mesures de soutien et d'encouragement de l'investissement dans l'agriculture pour arriver à l'autosuffisance alimentaire et, à terme, à l'exportation des produits agricoles.

C'est dans ce cadre que la Sarl Bali-Hadiouche-Agriculture ou BH-Agriculture a vu le jour. Celle-ci s'est, d'ores et déjà, lancée dans l'aviiculture avec le complexe avicole d'El-Hachimia mais aussi, l'agriculture avec les cultures intensives de l'olivier et du maïs, ainsi que du raisin de table et de l'oranger ; qui sont réalisés dans le cadre d'un partenariat avec les EAC.

Ce dimanche, il était question de faire l'exposé de ce complexe avicole qui sera le premier en Algérie et en Afrique, à l'horizon 2019, avec une production de 1,5 million d'œufs par jour.

Le projet est divisé en quatre unités et la réalisation se fera par étape.

Ainsi, la première unité située à El-Hachimia est une unité de batteries de 455 000 poules pondeuses. Celle-ci sera opérationnelle à partir de décembre prochain. Implantée sur un terrain de 3 hectares, l'unité est constituée de 6 hangars pour batteries de poules pondeuses, 1 hangar pour la production de l'aliment pour poules pondeuses, 3 silos de stockage de la

matière première alimentaire pour poules pondeuses, à savoir le maïs, le soja et le son ; 1 hangar pour le conditionnement et le stockage des œufs et, enfin, un bâtiment administratif.

A terme, la Sarl BH Agriculture compte étendre la production avec une autre unité à l'horizon de juin 2018 pour atteindre 1 million de poules pondeuses et, en décembre 2019, une autre unité pour atteindre 1,5 million de poules pondeuses.

Mais auparavant, soit en juin 2017, dans moins de 10 mois, la Sarl BH Agriculture sera dotée, au niveau de cette unité d'El-Hachimia, d'une ligne de production d'ovo-produits, c'est-à-dire d'une ligne de transformation de l'œuf à l'état liquide (œuf entier, jaune et blanc séparés). Une ligne de transformation de 320 000 œufs/jour en juin 2017, puis une autre ligne de 320 000 œufs/jour en juin 2018 et enfin une troisième ligne similaire en décembre 2019.

Au sujet de cette ligne de transformation et ses techniques peu connues des Algériens, le P-dg du groupe, data show à l'appui, avec un film qui retrace toutes ces phases en réel, dira que «les ovo-produits sont une nouvelle façon de consommer les œufs, qui répond aux exigences de la consommation d'aujourd'hui, avec rapidité, efficacité, commodité et hygiène». Les ovo-produits font passer l'œuf de l'état coquille à l'état transformé, après élimination de la coquille et des membranes, pour être conservé et conditionné dans des bouteilles, des bidons ou dans des sachets en plastique semi-rigide à bec verseur, soit mélangé, soit séparément en jaune et blanc. Des bidons et autres bouteilles sont destinés au marché des industries alimentaires comme les unités de fabrication de la mayonnaise, les boulangeries et pâtisseries, ainsi que les chaînes de restauration.

Par ailleurs, la Sarl BH Agriculture compte réaliser sa propre unité de poussinière de 250 000 unités. Celle-ci verra le jour en décembre 2017.

Parallèlement à cela, un complexe de production de viandes blanches sera réalisé en juin 2018.

Cependant, ce qui est révolutionnaire dans cette entreprise engagée par la Sarl BH Agriculture est la création des unités de compostage et de transformation des déchets organiques, c'est-à-dire des fientes de poules, en engrais biologiques. Le compost est un engrais naturel riche en matière organique et en minéraux et bien connu pour ses vertus fertilisantes. La production du compost passe par un recyclage à travers un processus de transformation biologique naturel aboutissant à la récupération des substances biologiques contenues dans les déchets qui sont dans notre cas les fientes de volaille.

Quatre unités de compostage et de transformation de déchets organiques en engrais biologiques seront implantées par la Sarl BH Agriculture à l'horizon 2019. Cependant, il ne s'agira pas seulement de transformer les déchets de ses propres unités en engrais biologiques mais également de faire dans la collecte et la récupération des fientes de tous les autres aviculteurs du pays pour les transformer en engrais biologiques. Ainsi, une unité régionale d'une capacité de 200 tonnes/jour sera réalisée à Bouira et sera chargée de récupérer tous les déchets avicoles des wilayas de Bouira, Bordj-Bou-Arréridj et M'sila. Ce projet verra le jour en novembre 2017. Puis, une autre unité régionale de 400 tonnes/jour à Batna pour la collecte des wilayas de Batna, Khenchela et Tébessa, en décembre 2018 ; puis deux autres de 400 t/jour chacune en décembre 2019, à Djelfa et Mostaganem.

Selon M. Ali Bali, ce complexe avicole des plus prometteurs permettra, dans un proche avenir, une certaine régulation du marché, et surtout, une autre façon de consommer propre et sûr. En effet, l'orateur a insisté lors de son intervention sur le respect des normes européennes, non seulement dans la conception et la production en rappelant à l'assistance que, dès décembre prochain, avec le lancement de la production, aucun étranger, pas même lui, ne sera autorisé de pénétrer à l'intérieur du complexe par mesure d'hygiène pour les poules pondeuses ; mais également dans la traçabilité du produit consommé. L'œuf et le poulet de ses unités devant contenir la date de production et plusieurs autres données nécessaires, afin que le consommateur sache réellement ce qu'il y a dans son assiette. «Des aviculteurs malintentionnés stockent pendant plusieurs semaines des œufs chez eux, avant de les commercialiser en y mettant la date du jour de leur vente, exposant ainsi le consommateur au danger», dira-t-il avant de promettre d'instaurer une nouvelle habitude chez le consommateur algérien quitte à se voir, dans un premier temps, boudé par les commerçants qui verront d'un mauvais œil la date de péremption dans ses produits, que ce soit pour les œufs ou pour le poulet de chair.

Outre ce complexe avicole, la Sarl BH Agriculture s'est également lancée dans l'agriculture avec la valorisation de 340 hectares de terres agricoles à Djelfa ; avec une culture intensive de l'olivier et du maïs. Le choix de ces deux produits est dicté par des considérations économiques. Le maïs étant une matière première largement utilisée dans la production d'aliments du bétail et de volaille. Il occupe une part importante dans la structure des importations céréalières de l'Algérie.

Aussi, la disponibilité des ressources hydriques dans la wilaya de Djelfa, ajoutées aux nouvelles techniques

d'irrigation spécifique, sont largement suffisantes pour développer la culture du maïs qui se fait en deux récoltes par an.

L'oléiculture constitue une des priorités des pouvoirs publics qui visent à couvrir définitivement les besoins du marché national.

Par ailleurs, un autre créneau, celui de l'arboriculture fruitière, intéresse également la Sarl BH Agriculture qui s'est déjà, dans le cadre du partenariat avec les EAC, lancée dans la culture intensive du raisin de table et de l'oranger à Bir-Ghbalou, dans la wilaya de Bouira, plateau réputé, durant l'ère coloniale, pour ses vastes vignobles, et Blida pour l'oranger. En somme, un projet des plus ambitieux pour la wilaya et pour le pays en général, d'un coût global de près de 2 000 milliards de centimes, qui va créer plus de 1 000 emplois directs mais surtout des milliers d'emplois indirects.

Biopharm affiche de bons résultats semestriels

Source : Liberté

“Le bénéfice consolidé par action a atteint 108,67 DA contre 77,15 DA au premier semestre 2015”, souligne le groupe pharmaceutique privé dans un communiqué.

“Dans un marché dont la croissance est ralentie, le chiffre d'affaires consolidé de la société Biopharm s'est établi à 28,76 milliards au premier semestre 2016 contre 26,71 milliards de dinars au premier semestre 2015”, annonce le groupe pharmaceutique dans un communiqué. “Cette croissance est le fruit de la poursuite du plan de développement des différentes activités du groupe”, explique Biopharm. Le résultat net consolidé atteint 2,79 milliards de dinars au premier

semestre de l'année en cours contre 1,98 milliard de dinars à la même période de l'année dernière. Cette croissance, explique le groupe Biopharm, est le résultat de l'évolution du chiffre d'affaires, de la croissance soutenue de la production, de la mise sur le marché de produits à forte valeur ajoutée et des efforts accomplis pour la maîtrise des coûts. “Le bénéfice consolidé par action a atteint 108,67 dinars contre 77,15 dinars au premier semestre 2015”, souligne le communiqué. Biopharm SPA est un groupe présent dans les différents métiers de l'industrie pharmaceutique, allant du développement à la production en passant par la distribution en gros, la répartition aux officines, l'information médicale et les services logistiques. Créée en 1991, Biopharm SPA a réalisé en 2015 un chiffre d'affaires consolidé pour l'exercice 2015 de 51,04 milliards de dinars en progression de 4,3% par rapport à l'exercice 2014 dans un contexte de ralentissement de croissance du marché. Dans la même année, Biopharm a réalisé un bénéfice net consolidé de 173,21 dinars par action. Biopharm fabrique 67 produits dans son unité de production située à Oued Smar Alger qui a été la première unité algérienne à obtenir la certification aux bonnes pratiques de fabrication (BPF) de l'Agence nationale française de sécurité des médicaments (ANSM). La filiale Biopharm distribution fournit plus de 500 médicaments aux grossistes. La filiale Biopure, qui répartit également à quelque 3 000 officines plus de 4 000 références Biopharm, s'est engagée dans un processus de diversification de son actionnariat. La première étape a été, en 2013, de réorganiser ses activités autour de pôles d'activité et d'ouvrir son capital à des investisseurs institutionnels internationaux. La seconde étape a contribué à l'introduction de son titre à la Bourse d'Alger (BIO) le 20 avril 2016. “Les bons résultats financiers” affichés par le groupe Biopharm au premier semestre 2016 n'ont pas influé sur le cours du titre de la compagnie à la Bourse

d'Alger. En septembre dernier, le cours moyen du titre Biopharm était estimé à 1 253,6 DA. C'est le cas aussi pour les titres Alliances Assurances spa, alors que la compagnie d'assurances privée a réalisé un chiffre d'affaires d'environ 2 555 millions de dinars au premier semestre de l'année 2016, en hausse de 2,39%, soit 59,6 millions de dinars de croissance nette par rapport au 1er semestre 2015. C'est également le même cas pour NCA Rouiba, l'entreprise de production cotée en Bourse, dont le chiffre d'affaires a connu une croissance de 4,13% au premier semestre de l'année en cours par rapport à la même période de l'année passée.

Peugeot 3008 et 5008 attendus en mars 2017 à Alger

Source : Liberté

Le déplacement d'Yves Peyrot des-Gachons, le patron de la filiale française en Algérie, est très significatif. Aux yeux de la présence, certaines nouveautés lancées au 118e Mondial de l'automobile de Paris (MAP-2016) seront homologuées pour le besoin du marché algérien.

À l'instar des grands salons de l'automobile où il avait engagé de grands duels, Peugeot a remis ça au 118e Mondial de l'automobile de Paris (MAP-2016). La marque au Lion a levé le voile sur son nouveau 3008 devant près de 10 000 journalistes venus du monde entier pour découvrir cette seconde génération. D'emblée, le patron du groupe PSA annonce la couleur, révélant que cette bagnole abandonne, désormais, son look de monospace pour marquer une nouvelle étape. Plus baroudeur, plus sportif et très connecté, ce 5e SUV de Peugeot est également décliné dans sa version GT, avec cet esprit d'un véhicule rageur, racé, surtout sportif et plus prononcé grâce à ses lignes agressives soigneusement consacrées par le centre de recherche

et de développement. Il faut noter que le New 3008 revêt un caractère stratégique pour PSA : il décline un intérieur différent de la concurrence, grâce à une instrumentation 100% digitale dès l'entrée de gamme. Une première sur ce segment qui consacre, sans compromis, une qualité perçue à bien des égards pour réussir un premier duel. Avec 4,45 m de longueur, ce véhicule a gagné 8 cm VS son aîné.

Ces mesures se répercutent sur une habitabilité aussi généreuse, offrant des espaces à bord et un volume de coffre dédié aux voyages et à l'évasion. Reprenant le système Grip Control, ce SUV met à mal la concurrence. Il faut dire que le New 3008 est basé sur la plateforme EMP-2 et a perdu 200 kg VS son prédécesseur. Quant aux motorisations, le New 3008 embarque six blocs, que ce soit en essence ou en diesel, allant de 100 à 180 ch, avec en sus l'option Stop&Start.

En revanche, la métamorphose, une totale dédiée, nous vient du New 5008 ! Bouches cousues, les présents étaient tout simplement subjugués.

Les érudits parlent d'une révolution nommée "qualité". Encore un SUV qui marque de son empreinte la stratégie de Peugeot à vouloir détrôner ses concurrents en Europe. Recelant tous les atouts d'un SUV de haut de gamme, le New 5008 joue dans la cour des grands, gagne 19 cm, pour une longueur totale de 4,64 m, accueille une 3e rangée de sièges pour un véritable 7 places, s'offre un coffre de 780 l et des sièges arrière indépendants et escamotables. Mieux, le conducteur aura droit à un dossier de siège passager repliable. Embarquant les systèmes Advanced Grip Control (amélioration de la motricité sur un terrain difficile), I-Cockpit, avec un écran LCD de 12,5 pouces (informations et navigation incluses), il décline un écran tactile de 8 pouces au sommet de la console centrale pour afficher les autres fonctionnalités d'usage. Pour

l'Algérie, il faudra attendre mars 2017 pour présenter ces deux SUV. Présent au MAP-2016, et visiblement optimiste, Yves Peyrot des-Gachons, le DG de la filiale française en Algérie, a révélé que "l'introduction de ces deux SUV est assujettie à leur homologation".

TRANSACTIONS & CONTRATS

Acquisition de Starwood par Marriott

Source : El Watan

Marriott International s'est emparé de son compatriote Starwood et devient ainsi le n°1 mondial avec une présence renforcée en Afrique.

«En Algérie, tous les hôtels Starwood et Marriott continueront à opérer sous leurs marques respectives. Ces marques vont être sous le portefeuille Marriott qui devient le plus grand opérateur international dans le pays», est-il précisé dans un communiqué transmis par leur média contact TBWA/DJAZ.

Selon une analyse du cabinet de conseil KPMG, on assiste aujourd'hui à «une course à la taille, à la concentration et à la consolidation qui s'engage dans l'hôtellerie au niveau mondial». Et les exemples ne manquent pas : rachat, en avril, de l'américain Carlson Rezidor (Radisson) par le conglomérat chinois HNA ; de Fairmont, Raffles et Swissôtel (FRHI) par le groupe Accor en juillet, de Louvre Hotels par Jin Jiang International en 2015.

«Depuis nos débuts, il y a 90 ans, nous n'avons cessé de rechercher des manières innovantes de servir nos clients. Avec les enseignes fortes de Starwood, leurs superbes établissements et leur personnel plein de talent, nous avons fortement agrandi notre capacité à

fournir les meilleures expériences à nos clients. Nous accueillons également l'énorme défi d'être un bon leader en tant que plus grand groupe hôtelier du monde, en fournissant de nouvelles opportunités à nos employés et en bâtissant la puissance économique des communautés qui sont devenues nos maisons», explique J. W. Marriott, Jr., président exécutif et président du conseil d'administration de Marriott International.

«Nous estimons que Marriott offre maintenant le meilleur portefeuille d'enseignes d'hôtels au monde, une présence mondiale extrêmement complète et des programmes de fidélité très vastes, ce qui nous permet de fournir une expérience incomparable à nos clients. L'association des enseignes Starwood aux nôtres permet à Marriott d'atteindre son objectif principal : proposer l'enseigne adéquate à la destination adéquate pour servir au mieux nos clients fidèles et en accueillir de nouveaux», indique Arne Sorenson, président et directeur général de Marriott International.

La nouvelle société va gérer ou franchiser plus de 5700 établissements et plus de 1,1 million de chambres réparties sur 110 pays et sur 30 enseignes leaders, allant du milieu de gamme au luxe. Cette acquisition conclut que la distribution de Marriott a plus que doublé en Asie et au Moyen-Orient.

Marriott est présent en Algérie avec deux hôtels : Renaissance à Tlemcen et Marriott Constantine qui comblent un important vide en matière de structures touristiques d'accueil de cette dimension.

REGIONS

Entrée en exploitation d'une nouvelle laiterie à Sebdou

Source : Liberté

Ce sont 200 éleveurs qui fournissent la matière première à cette unité qui emploie une quarantaine de travailleurs.

Afin de renforcer la capacité de production laitière, une nouvelle unité est entrée en production à Sebdou, au sud de la wilaya de Tlemcen. Son apport est de 30 000 litres de lait cru par jour et 4 000 litres de petit-lait. Ce sont 200 éleveurs qui fournissent la matière première à cette unité qui emploie une quarantaine de travailleurs. Les dizaines de laiteries dont certaines à vocation industrielle, implantées à travers la wilaya de Tlemcen ne parviennent pas à répondre à la demande sans cesse croissante, d'autant plus que le sachet de 25 DA n'est plus commercialisé dans toute la région, obligeant les acheteurs à déboursier le double pour le litre de lait cru. Lors de la rencontre algéro-française sur la filière lait, organisée par La Maison du lait à Tlemcen, il y a quelques mois, il a été relevé que la production laitière en Algérie est fournie par quatre espèces animales : vaches, chèvres, brebis et chamelles et que l'élevage de type extensif est réparti inégalement à travers le territoire. Il a été indiqué aussi que le capital zootechnique laitier par habitant est très faible, soit 1 vache pour 40 habitants. Les experts ont jugé que l'élevage étant de type extensif, il est réparti inégalement à travers le territoire, c'est un potentiel mal valorisé pour la production laitière qui doit alimenter les zones urbaines, et à ces derniers d'approfondir leurs expertises. C'est une fonction qui n'est assurée que pour un tiers des vaches, car plus de 60% de la production nationale est auto-consommée en

zone rurale, et elle concerne la totalité des producteurs de races caprine, ovine et cameline et deux tiers de vaches. Cette production est actuellement difficilement collectée par les laiteries industrielles des zones urbaines, et il n'a pas été accordé suffisamment d'intérêt à l'amélioration de la production laitière des races bovines locales, des caprines, ovines et camelines. Selon ces mêmes professionnels la contrainte principale actuelle de la production laitière est d'abord l'insuffisance en ressources fourragères, que ce soit sous forme de pâturages ou prairies, ou de cultures fourragères en sec ou en irrigué. Les besoins normatifs en équivalent lait pour une population urbaine de 40 millions d'habitants, consommant 90 litres/habitant/an, sont de l'ordre de 3,6 milliards de litres par an, soit 10 millions de litres par jour. Enfin, il a été souligné que l'alimentation rationnelle du cheptel et les hauts rendements laitiers escomptés, ne peuvent être réalisés que si on développe immédiatement sur d'importantes surfaces en irrigué, la culture de la luzerne et du maïs fourrage notamment. Ces superficies sont estimées à 250 000 hectares.

DIVERS

Le chiffre du jour : 900 millions de dollars

Source : El Moudjahid

Les transactions de Private Equity ont atteint une valeur de 900 millions de dollars en Afrique au terme du premier semestre 2016. Plus globalement, la valeur de ces transactions est de 22,7 millions de dollars entre 2010 et le 30 juin 2016.